

Terrains indispensables à l'installation de nouveaux colons  
non coloniaux

## Rapport de la Commission

1) La Commission marque son accord au principe de l'étude de nouveaux lotissements dès que le nombre de parcelles disponibles tombe au-dessous d'un certain minimum.

2) Vu le statut international du Ruanda-Urundi, la Commission estime nécessaire de modifier et de rédiger comme suit la proposition sub 2<sup>e</sup> du Gouvernement Général:

"qu'à un palier inférieur, les parcelles disponibles soient accordées de préférence aux nouveaux colons ~~XXXXXXXXXX~~ après examen de leur cas et avis favorable de l'Office de la Colonisation et de l'UCORUDI, ou à condition qu'ils soient présentés par la Société de Crédit au Colonnat", d'une part.

3) La Commission exprime le voeu que les nouveaux colons soient autorisés à construire en matériaux provisoires au fond de la parcelle qui leur serait attribuée et ~~qu'ils disposent d'un délai de trois ans pour édifier les~~ qu'ils disposent d'un délai de trois ans pour édifier les bâtiments en matériaux définitifs.

4) Au lieu et place de l'interdiction de transfert et de sous-location pendant cinq ans, tel<sup>le</sup> qu'elle est proposée par le Service des T.F., la Commission émet le vœu que cette interdiction soit ~~limitée~~ *fixée* à une période de trois ans après ~~leur~~ l'achèvement des constructions *mise en valeur*.

5) <sup>La Commission portait</sup> voir la Société de l'école au  
Colonat accordée des prêts aux nou-  
veaux colons sur la base du ~~con-~~  
bail intérieur.

Ces vœux sont adoptés à l'unanimité.

## Ruhengeri



127

MARTIN